

Pas de CETA pour le moment, merci à la Wallonnie, quant aux salauds de dirigeants français qui ont signé...

écrit par Aline | 25 octobre 2016



Le Ceta ? C'est le cache-sexe du Tafta. En gros, le Tafta – ou Traité transatlantique, voir [notre dossier](#) – c'est un accord signé entre les USA et l'UE et le CETA, c'est un accord signé entre le Canada et l'UE. Et comme le Canada a déjà signé l'équivalent avec les USA, l'UE, en signant avec le Canada qui est déjà obligé de respecter les normes étasuniennes, signe de fait avec les USA pour l'introduction du poulet aux hormones, des OGM, de Monsanto, de la salade javellisée, du renoncement aux normes sociales et au travail de nuit.. bref, l'UE signe pour le joli monde ultra-libéral de la mondialisation...

La video du ministre wallon Paul Magnette est très regardée sur youtube, suite au refus de la Wallonie de ratifier le CETA

Naturellement, Bruxelles et le Canada sont prêts à piétiner les règles et à entériner l'accord même s'il n'est pas signé à l'unanimité.

CETA : le blocage wallon met en danger les négociations d'autres accords de libre-échange

Malgré l'annonce de la Belgique qui dit qu'elle n'est « pas en état de signer », l'UE et le Canada pensent encore possible la conclusion de l'accord économique.

Le premier ministre belge, Charles Michel, favorable à l'accord de libre-échange entre l'[Union européenne](#) (UE) et le [Canada](#), a dû l'annoncer, lundi 24 octobre : son pays n'est « pas en état de signer » l'accord économique et commercial global (Comprehensive Economic and Trade Agreement, CETA), en raison de l'opposition du gouvernement et du Parlement de la Wallonie, appuyée par la région de Bruxelles. Ces derniers jugent toujours insuffisantes les garanties fournies, ces derniers jours, par la Commission européenne et Ottawa.

« On nous a demandé de [donner](#) une réponse claire. La réponse claire, à ce stade, est non », a indiqué M. Michel. Il l'a communiquée au président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, qui avait fixé un ultimatum à la [Belgique](#). Lundi soir, pourtant, M. Tusk et les dirigeants européens refusaient officiellement de [renoncer](#) à la signature d'un accord dont l'échec représenterait un énorme camouflet pour les institutions communautaires. Le président du Conseil européen tweetait, en fin d'après-midi, que le sommet UE-Canada prévu pour le 27 octobre était, selon lui, « toujours possible ». Le président du Parlement de [Strasbourg](#), l'Allemand Martin Schulz, maintient ses contacts avec Paul Magnette, le ministre-président de la Wallonie. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, s'est entretenu avec la chancelière allemande, Angela Merkel, et paraît [vouloir](#) donner du temps aux responsables wallons. La Commission ressort affaiblie de cet épisode calamiteux. Les négociations entre Ottawa et l'UE s'étant achevées fin septembre 2014, les Etats membres de l'UE et leurs Parlements peuvent théoriquement se [saisir](#) du traité pour le [ratifier](#) quand ils le veulent. Mais, à Bruxelles, tout [le monde](#) est conscient que le « moment » n'est plus du tout favorable. **La Wallonie a agrégé une opposition grandissante des opinions publiques au principe même des accords de libre-échange.** Or la Commission est censée [continuer](#) à [négocier](#) le TTIP (ou Tafta), le [Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement](#), avec les Etats-Unis. Un 16e round de négociations a été évoqué, fin septembre, par la commissaire au commerce, la Suédoise Cecilia Malmström. Les Américains en auront-ils envie, après le blocage sur le CETA, considéré comme le « petit frère » du TTIP ? Bruxelles discute aussi, depuis trois ans, avec le [Japon](#) pour [établir](#) un accord de libre-échange similaire et espérait [pouvoir](#) le [conclure](#) en 2017, tout comme elle comptait sur la ratification, également l'an prochain, de l'accord UE-[Vietnam](#).



Charles Michel, premier ministre (à gauche) et Didier Reynders, ministre des affaires étrangères du royaume de Belgique, à Bruxelles, le 24 octobre. LAURIE DIEFFEMBACQ / AFP

« Renverser l'image pas terrible qu'on a offerte »

Ces pays seront-ils prêts à s'engager plus avant dans des processus jugés aussi aléatoires ? Surtout si les anti-CETA et anti-TTIP, qui, pour l'instant, ne s'intéressent pas à ces accords, commencent à les éplucher ? Du côté du Conseil, les pressions renouvelées de M. Tusk traduisent-elles une vraie conviction que le CETA peut être sauvé ou une volonté de masquer un échec collectif ? Personne, en fait, ne semblait croire à la tenue, jeudi 27 octobre, d'un sommet avec le Canada. « *Mais on tente de renverser l'image pas terrible qu'on a offerte, en essayant de signer quand même l'accord dans les jours qui viennent* », explique une source diplomatique. Il faudrait, pour cela, vaincre les réticences du gouvernement et du Parlement wallons, qui exigent une révision en profondeur du projet. Notamment sur les mécanismes d'arbitrage, en cas de conflit entre un Etat et une multinationale, ou sur la protection des investissements. Le ministre-président flamand, Geert Bourgeois, a jugé, lundi, que le refus wallon d'approuver le CETA était une « *honte* ». M. Michel a, lui, dénoncé la « politique de la chaise vide » qu'aurait pratiquée la Wallonie durant le week-end, alors qu'il cherchait une solution. Lundi, les ministres wallons lui ont reproché de s'être comporté comme « *un notaire* », qui aurait refusé d'écouter leurs arguments.

http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/10/25/ceta-le-blocage-wallon-met-en-danger-les-negociations-d-autres-accords-de-libre-echange_5019657_3234.html